

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.98.215

23 avril 1998

(98-1657)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BENELUX-BELGIQUE</u> au nom de ses partenaires Benelux: <u>Luxembourg et Pays-Bas</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2): Belgique
2.	Organisme responsable: Union économique Benelux Secrétariat général Rue de la Régence 39 B-1000 Bruxelles Téléphone: + 32 2 519 38 11 Téléfax: + 32 2 513 42 06 L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Huiles comestibles
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Projet de décision du Comité de ministres de l'Union économique Benelux remplaçant la Décision M (73) 29 du 26 novembre 1973 concernant l'harmonisation des législations relatives aux huiles comestibles
6.	Teneur: Simplification de la Décision Benelux du 26 novembre 1973 concernant l'harmonisation des législations relatives aux huiles comestibles, M (73) 29

./.

7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Afin d'éviter l'entrave des échanges intercommunautaires, les pays du Benelux ont décidé de simplifier les législations harmonisées relatives aux huiles comestibles. Il est par ailleurs mentionné explicitement dans un article distinct que la réglementation Benelux simplifiée ne s'applique pas aux huiles comestibles légitimement fabriquées et commercialisées dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat qui est partie à l'Accord relatif à l'Espace économique européen.
8.	Documents pertinents: -
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur: } 60 jours
10.	Date limite pour la présentation des observations:
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: CIBELNOR